



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 07 NOV. 2016

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Anaïs ANAMOUTOU

☎ : 04 72 61 37 87

✉ : anais.anamoutou@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-7 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation, au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées

VU l'arrêté préfectoral du 8 septembre 2009 mettant en demeure la société DEL SIGNORE qui exploite un atelier de traitements de surface à VAULX-EN-VELIN 2, rue Jean Corona de réaliser une analyse des rejets atmosphériques et de déposer un dossier d'autorisation constitué conformément aux dispositions des articles R 512-2 à R 512-9 du code de l'environnement susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 avril 2011 ordonnant la suspension des activités exercées illégalement par la société DEL SIGNORE sur le site fixé à VAULX-EN-VELIN 2, rue Jean Corona ;

VU la visite du 4 avril 2016, de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, de l'établissement DEL SIGNORE, 2 rue Jean Corona à VAULX-EN-VELIN ;

VU les rapports des 13 juin, 11 août, 7 septembre et 17 octobre 2016 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU les courriers adressés à l'exploitant les 28 juin et 22 septembre 2016 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations transmises en réponse les 20, 28 juin et 3 octobre 2016 par l'exploitant ;

CONSIDERANT que l'inspection considère que l'exploitant a répondu aux termes de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 septembre 2009 et de l'arrêté de mesures d'urgence du 8 avril 2011, hormis pour la constitution du dossier d'autorisation d'exploiter ;

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement a permis à l'inspection des installations classées de constater que la société DEL SIGNORE exploite sans autorisation, 2, rue Jean Corona à VAULX-EN-VELIN, des installations de traitements de surfaces relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°2565 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT que cette activité, qui n'a pas fait l'objet de l'autorisation requise, est en situation administrative irrégulière au regard de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il y a lieu d'exiger de l'exploitant qu'il dépose un dossier de demande d'autorisation en vue de régulariser la situation administrative de son activité ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L 171-7 du code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}

En vue de régulariser la situation administrative de l'activité de traitement de surface qu'elle exerce 2, rue Jean Corona à VAULX-EN-VELIN, la société DEL SIGNORE est mise en demeure de déposer, en 2 exemplaires, à la direction départementale de la protection des populations (service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement), dans le délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier de demande d'autorisation constitué conformément aux dispositions des articles R 512-2 et R 512-9 du code de l'environnement.

ARTICLE 2

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de VAULX-EN-VELIN,
- à l'exploitant.

07 NOV. 2016

Lyon, le

Pour le Préfet,
Le Secrétaire général adjoint
Le Préfet, Sous-Préfet de l'arrondissement de Lyon



Denis BRUEL